Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 11, n°3 | Décembre 2020

Varia

Vincent Baggioni, Céline Burger, Joseph Cacciari et Marie Mangold (dir.), 2019, *Repenser la transition énergétique. Un défi pour les sciences humaines et sociales*, collection « Espace et territoires », Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 272 pages.

Hervé Flanquart

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/17628>

DOI : [10.4000/developpementdurable.17628](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.17628)

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Hervé Flanquart, « Vincent Baggioni, Céline Burger, Joseph Cacciari et Marie Mangold (dir.), 2019, *Repenser la transition énergétique. Un défi pour les sciences humaines et sociales*, collection « Espace et territoires », Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 272 pages. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 11, n°3 | Décembre 2020, mis en ligne le 20 décembre 2020, consulté le 14 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/17628> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.17628>

Ce document a été généré automatiquement le 14 janvier 2021.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Vincent Baggioni, Céline Burger,
Joseph Cacciari et Marie Mangold
(dir.), 2019, *Repenser la transition
énergétique. Un défi pour les sciences
humaines et sociales*, collection
« Espace et territoires », Rennes,
Presses Universitaires de Rennes,
272 pages.

Hervé Flanquart

- 1 Le livre réunit, sur 270 pages et quatre parties, dix des dix-huit contributions du colloque *Approches critiques de la « transition énergétique » dans les sciences humaines et sociales* (ACTESHS), qui s'est déroulé les 9 et 10 juin 2016 à l'université de Strasbourg. À cela s'ajoute la traduction d'un article d'Elizabeth Schove, publié en anglais en 2012. Le lecteur, qui sait dès le titre de l'ouvrage qu'il s'agit de « repenser la transition énergétique », se voit exposer dans l'introduction générale pourquoi et comment opérer la chose. Si cette tâche est à entreprendre, nous expliquent les quatre chercheurs qui ont dirigé le livre, c'est que jusqu'à maintenant la plupart des travaux sur la question, souvent financés par des « commanditaires privés ou publics », semblent « ne pas prendre le recul nécessaire permettant une réflexivité sur les enjeux-mêmes de la commande » (p. 9). De même, la notion de transition énergétique n'y est-elle, pour eux, pas assez interrogée ; elle y apparaît trop fréquemment comme « une évidence normative pour les acteurs institutionnels et certains chercheurs » (p. 9). Enfin, il leur semble que les recherches sur la transition énergétique relèvent surtout d'« une anthropologie et une sociologie “des usages” ou “de la pratique” » (p. 10) et ont tendance à oublier la question des inégalités sociales. Ce constat fait, il est alors tout-à-fait logique que les directeurs (directrices) de l'ouvrage (DO) se proposent de combler ces lacunes et d'« interroger la notion de “transition énergétique”, tout en ouvrant la boîte noire des cadres théoriques et des approches actuellement dominantes sur le thème de l'énergie en France » (p. 11).
- 2 Ainsi mis en appétit, le lecteur se lance à la découverte du livre. Et il y trouve effectivement de quoi se nourrir, même si ce qui lui est servi n'a pas totalement la texture et le goût de ce qui a été annoncé. Mais pour que la recension ne soit pas trop longue, nous allons – en poursuivant la métaphore alimentaire ! – ne parler que des

« beaux morceaux », c'est-à-dire les meilleurs chapitres. Ou plutôt de ceux que nous considérons personnellement comme tels, d'autres choix étant tout-à-fait possibles. Ceci fait, nous essaierons alors d'expliquer pourquoi, à notre avis, le livre ne remplit pas exactement les objectifs qu'il s'est fixé.

- 3 La première partie, dans laquelle il s'agit de « (ré)interroger la notion de transition énergétique et son histoire », commence par un article du philosophe Rémi Zami. Celui-ci, s'appuyant sur certains concepts et analyses de Kant, Arendt et Illich, distingue deux types de transition énergétique. Au cœur de la première, qu'il qualifie d'*environnementaliste* et qu'il voit par exemple développée dans la doctrine de l'association NegaWatt, se situe un scénario qui permettrait à l'horizon 2050 de satisfaire l'ensemble de nos besoins en énergie tout en contrôlant le climat. Ce scénario nous impose d'être plus économes dans notre consommation, plus efficaces dans notre production et de nous détourner des énergies de stock (carbonées et nucléaire). Dans le second type de transition, qu'il qualifie d'*énergétique écologiste (politique) radicale*, le changement serait bien plus fondamental, à la fois du côté des objectifs et de celui de la méthode. À partir de la distinction opérée par Ivan Illich entre *énergie métabolique* (tirée de notre propre corps) et *énergie exogène* (venue de sources extérieures : animale, fossile, nucléaire...), il s'agirait d'abord de recenser tous les besoins humains dont la satisfaction entraîne un recours à la *mégamachine* et à une source d'énergie externe, puis, en toute connaissance de cause, de décider du degré acceptable de notre aliénation à ces deux entités. Il nous resterait alors à ajuster notre consommation à ce seuil. Bien-sûr les deux options diffèrent autant de par leurs exigences que par leurs conséquences, notamment politiques. Après avoir mené cet intéressant débat, Rémi Zami pose en effet en conclusion de son texte – et avec beaucoup de prudence – la possibilité de l'existence de deux types d'accords entre organisation énergétique et organisation politique : d'un côté la *transition énergétique environnementaliste* serait en affinité avec un régime politique basé sur une communauté unipolitique (constituant collectivement le sens du monde à partir d'un référent extérieur) ; de l'autre la *transition énergétique écologiste (politique) radicale* serait « naturellement » associée à un régime basé sur des communautés pluripolitiques (les sens du monde seraient multiples, puisque propres à chaque communauté, et en discussion perpétuelle et conflictuelle). Dans ce chapitre, la question posée est fondamentale, les références théoriques sur lesquelles s'appuie l'auteur pour y répondre solides, le lecteur en sort donc mieux armé pour comprendre les grands choix politiques autour de la question de la transition énergétique.
- 4 Deux autres textes suivent ce premier chapitre. L'un, de Marion Fontaine, s'interroge sur la place du charbon dans la société française et le politique énergétique du pays, des années 1950 aux années 1980. L'autre, de Julie Neuwels, porte sur la façon dont s'est construite « l'évidence » du bâtiment énergétiquement performant, dans la Région de Bruxelles-Capitale. Chacun des deux textes montre que les choses se sont construites de manière moins simple, moins évidente que ce que l'on pouvait imaginer à première vue. Ainsi, si on analyse la politique énergétique de la France, le charbon a vécu un déclin qui ne s'est pas imposé d'emblée comme la conséquence d'une exigence écologique et qui, de ce fait, s'est accompagné de tentatives de retour en arrière.
- 5 Le quatrième texte, qui clôt cette première partie, est la traduction d'un article d'Elizabeth Schove, publié en 2012 sous le titre *Habits and their creatures* dans un ouvrage collectif édité à Helsinki. Ce texte est pour le lecteur l'occasion d'être initié à la

« théorie des pratiques », et à la façon dont ce courant sociologique tente d'analyser les enjeux du développement durable et de la transition énergétique. Ici, la perspective habituelle est renversée, puisqu'au lieu de considérer que ce sont les individus qui ont des pratiques – qui les adoptent, les renforcent, les perdent –, ce sont au contraire ces dernières qui sont vues comme les maîtres des premiers : « il est logique de penser les individus comme des “créatures” – dans le sens d’esclaves – de pratiques-basées-sur-l’habitude, desquelles elles sont les hôtes » (p. 91). Ce renversement fait, il s’agit alors de s’interroger sur le devenir des habitudes (c’est-à-dire des « pratiques qui sont reproduites de façon répétitive et systématique »), sur la façon dont on peut renforcer celles qui sont favorables au développement durable et à la transition énergétique et, au contraire, atténuer celles qui ne le sont pas. Et là il faut bien avouer que les réponses d’Elizabeth Schove sont décevantes, que le renversement de perspective, s’il est original, se révèle peu productif. Au point où l’on en vient à se demander si la théorie des pratiques possède vraiment, comme annoncé par le traducteur dans la présentation du texte, la capacité de décaler le regard, « d’appréhender la consommation durable par d’autres voies que celles sur les appartenances sociales, la technique ou le choix économique rationnel » (p. 88).

- 6 La seconde partie du livre est intitulée « La résistible ascension des instruments de la transition énergétique ». Des trois articles qui la composent, nous choisissons de parler tout particulièrement du premier, écrit par Gilles Debizet et Stéphane La Branche et traitant de la question de la prospective en matière de transition énergétique. Partant du constat que les scénarios prospectifs sur la production et la consommation d’énergie sont essentiellement technico-économiques et négligent par trop le tissu social, les auteurs en proposent d’autres, qui font une meilleure part aux relations entre acteurs. Les scénarios développés sont au nombre de quatre, chacun étant centré sur un grand type d’acteur : les grandes entreprises, les collectivités locales, l’Etat prescripteur et les acteurs coopératifs. Pour chaque scénario sont exposés à la fois le fonctionnement général, les implications en matière de prix de l’énergie et les inégalités qu’il peut engendrer (entre particuliers du fait de la performance énergétique de leur logement, entre grandes agglomérations et petites intercommunalités, etc.). Sont également mis en évidence les signes précurseurs du scénario, ceux qui sont déjà repérables aujourd’hui. L’article permet donc de mieux imaginer les différents chemins que pourraient emprunter la production et la consommation d’énergie, de voir celui qui pourrait avoir notre préférence.
- 7 Les deux autres articles traitent de la question des tarifs d’achat de l’électricité d’origine photovoltaïque en France (Béatrice Cointe) et de la façon dont on a piloté le développement de l’énergie solaire en Tunisie (Laurence Rocher et Éric Verdeil). Les deux fournissent des informations et des analyses intéressantes et montrent le poids des politiques publiques adoptées sur le rythme de déploiement des techniques de production d’énergies renouvelables.
- 8 La troisième partie réunit quatre chapitres autour de la question du rapport entre global et local dans la transition énergétique. Dans le premier, à partir des exemples de la France et du Québec, Sébastien Chailleur montre que, dans les projets d’exploitation des hydrocarbures non conventionnels, partisans et adversaires peuvent recourir de manière différente au concept de transition énergétique ; ils le modèlent en fonction de leur intérêt propre. L’auteur fait aussi la démonstration que la réussite ou au contraire l’échec de ces projets dépend de facteurs liés au contexte ; le passé du territoire où l’on

veut les déployer ainsi que la plus ou moins bonne réputation de la technique d'exploitation envisagée étant certainement les deux plus importants. La résistance aux projets se révèle, en effet, plus forte dans des territoires comme le Larzac et la vallée du Saint-Laurent, qui ont déjà connu des mobilisations importantes. Elle est au contraire plus faible en Lorraine, territoire anciennement industrialisé et à la recherche d'un nouveau souffle économique. Parallèlement, le fait que le projet d'exploitation du gaz de houille lorrain n'utilise pas la technique très décriée de la fracturation hydraulique vient encore diminuer l'opposition.

- 9 Dans le chapitre suivant, Audrey Sérandour et Géraud Magrin mettent en évidence les façons différentes qu'ont la Bolivie et le Chili de considérer leurs ressources en lithium. Cet élément chimique, appelé à jouer un rôle important dans la transition énergétique de par son utilisation dans les batteries électriques, est encore peu exploité dans les deux pays. Au Chili, qui voit le revenu de ses mines de cuivre diminuer, les gouvernements qui se succèdent ont l'ambition de faire des gisements de lithium un nouvel atout économique, notamment en ajoutant à l'industrie extractive une industrie transformatrice locale. Au contraire, en Bolivie, l'exploitation optimale du *salar* n'est semble-t-il pas le but ultime. Dans ce régime económico-politique que les auteurs du chapitre qualifient de « socialisme indigéniste », garder les ressources du sous-sol intactes peut apparaître comme aussi souhaitable que les extraire et les vendre ; et les habitants peuvent préférer une richesse collective et potentielle à une richesse individuelle et réelle. Écrit avec précision et clarté, le texte montre bien que la représentation que se font les habitants d'un pays de ce qu'est la richesse et le style de vie auquel ils aspirent peut avoir une grande influence sur le marché mondial d'une matière première stratégique comme le lithium. Le texte suivant traite du financement participatif d'un parc éolien en Pays des Mauges (Maine-et-Loire). Il met en évidence l'alliance de circonstance qui se noue autour de ce projet entre deux groupes sociaux différents de par leurs aspirations économiques et leur représentation du monde. Le premier collectif réunit des agriculteurs aux pratiques de cultures intensives et attirés par la rentabilité économique du parc, le second rassemble principalement des particuliers, venus le plus souvent de la classe moyenne à fort capital culturel et possédant des convictions environnementales fortes. Cet exemple montre que le développement des EnR peut être porté par des groupes sociaux aux ambitions économiques et environnementales différentes, qu'il peut exister des convergences opportunistes autour d'un projet. Le dernier texte, de Paul Juteau, compare les sites de méthanisation dans deux districts situés de part et d'autre de l'ancienne frontière interallemande, celui de Lüchow-Dannenberg, situé dans l'ex-RFA, et celui de Salzwedel, situé dans l'ex-RDA. Y apparaît que la façon de répondre à la sollicitation fédérale pour développer la méthanisation dans les deux districts se fait essentiellement en fonction de l'héritage territorial du district, que le calendrier de déploiement des sites est différent, comme le sont aussi les modèles économiques adoptés.
- 10 Le livre offre donc bien un large éventail d'études sur la transition énergétique et mérite tout-à-fait d'être lu. Néanmoins, comme nous l'avons écrit au début de cette recension, son objectif de se démarquer des ouvrages collectifs déjà parus sur la question¹ et de repenser la transition énergétique n'est pas vraiment tenu. Ce décalage entre ce qui est ambitionné et ce qui est réalisé vient peut-être de ce que les DO se placent dans une posture qu'ils veulent « critique ». Beaucoup de sociologues, de chercheurs en sciences humaines et sociales aiment en effet employer cet adjectif, et le

titre du colloque et bien des passages de l'introduction générale du livre montrent qu'on se place bien ici dans cette tendance. Ainsi les DO écrivent-ils par exemple qu'ils veulent « remettre en perspectives des objets de recherche à partir d'un *travail critique*, au sens de l'actualisation du savoir, se basant sur de nouveaux outils de pensée et de recherche »² (p. 11).

- 11 Leur définition de « travail critique » manquant de précision, on va essayer de préciser les choses. En fait, quand on se penche sur la définition de l'adjectif critique, on constate qu'il a principalement deux sens³. L'un renvoie à l'analyse des qualités et défauts d'une œuvre, d'un texte ou, comme ici, de l'interprétation scientifique d'un fait. L'autre qualifie le jugement sévère que l'on peut émettre sur une action, un projet, une idée. Les sciences humaines et sociales – et parmi elles la sociologie – sont sans conteste critiques au premier sens du terme, puisqu'elles ont pour programme de dépasser les apparences (ce qui est donné à voir, ce que disent les acteurs de ce qu'ils font et de pourquoi ils le font) pour mettre en évidence (dévoiler) ce qui n'apparaît pas au premier regard, ce qui est caché. La conséquence est qu'ajouter à « sociologie » l'adjectif « critique » dans ce premier sens du terme ne sert à rien. Cela relève même du pléonasmе, puisque l'adjectif ne fait que répéter ce qui est déjà inclus dans le substantif. Dit autrement, la sociologie est critique ou n'est pas ! En revanche, si on qualifie la sociologie de critique dans le second sens, on s'approche là d'une autre figure de style : l'oxymore. En effet, plus on est critique au sens où l'on adopte une position par principe hostile à un type de société (quel que soit le type), plus on s'éloigne de l'idéal scientifique de neutralité axiologique, et donc plus on fait de l'idéologie et moins on fait de la sociologie. La sociologie critique dans ce second sens n'est plus vraiment de la sociologie.
- 12 Si on revient au contenu du livre, on peut dire que ce qui relève du critique au premier sens du terme est bien fait mais ne relève jamais que de ce que font tous les chercheurs en sciences sociales, d'où le sentiment du lecteur que la promesse de repenser la transition énergétique n'est pas tenue. Et ne peut l'être. Au contraire, ce qui relève du critique dans le second sens – ce qui est heureusement assez rare – a vocation à ne convaincre que ceux qui sont déjà convaincus.
- 13 Aussi faut-il lire les différents chapitres de cet ouvrage pour ce qu'ils sont, des apports intéressants sur des questions différentes ayant trait à la transition énergétique, qui viennent compléter ceux d'articles ou d'autres ouvrages individuels et collectifs déjà publiés. Si l'on a cette attente, certes plus modeste que celle que veulent nous communiquer les DO, le lecteur trouve alors tout-à-fait de quoi alimenter ses connaissances et sa réflexion sur la transition énergétique. C'est déjà beaucoup.

NOTES

1. Notamment Ch. Beslay et M.-Ch. Zelem (dir.), 2015, *Sociologie de l'énergie : gouvernance et pratiques sociales*, Paris, CNRS éditions ; H.-J. Scarwel, D. Leducq et A. Groux (dir.), 2015, *Réussir la transition énergétique*, Lille, Septentrion et M.-J. Fortin, Y. Fournis et F.

L'Italien (dir.), 2016, *La transition énergétique en chantier. Les configurations institutionnelles et territoriales de l'énergie*, Laval, Presses universitaires de Laval.

2. C'est nous qui soulignons.

3. Si on laisse de côté le sens de « atteignant une limite dangereuse », comme lorsque l'on parle de niveau critique pour un fleuve ou pour le prix d'une denrée.

AUTEUR

HERVÉ FLANQUART

Hervé Flanquart est sociologue. Professeur en aménagement et urbanisme, membre du laboratoire Territoires, Villes, Environnement & Société. Il travaille sur la question de la perception/représentation des risques, qu'ils soient technologiques, sanitaires ou naturels. Univ. Littoral Côte d'Opale, Univ. Lille, ULR 4477 - TVES - Territoires Villes Environnement & Société, F-59140 Dunkerque, France